

Birmanie lundi 16 janvier 2012

## «Lever les sanctions en Birmanie étape par étape»

Arnaud Vaulerin Rangoon



Aung San Suu Kyi a reçu le chef de la diplomatie française Alain Juppé dans sa résidence à Rangoon. (AP)

**L'opposante Aung San Suu Kyi explique pourquoi elle se présente aux législatives partielles d'avril prochain. Le Prix**

**Nobel de la paix n'exclut pas de devenir ministre**

L'enceinte de la célèbre maison coloniale du 54 University Avenue à Rangoon a été refaite à neuf. C'est là, dans ce qui ressemble de plus en plus à un bâtiment officiel où se succèdent les délégations qu'Aung San Suu Kyi a reçu dimanche le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé. Puis, la patronne de la Ligue nationale pour la démocratie a répondu aux questions d'un groupe de journalistes au moment où le régime civil annonce des réformes sans précédent, comme la libération, vendredi, de plusieurs centaines de prisonniers politiques. A 66 ans, l'opposante birmane estime que sa candidature aux législatives partielles d'avril est le «début» de sa vie politique et n'exclut pas de devenir ministre.

### – Pourquoi ces changements interviennent maintenant?

– Ils ont beaucoup à voir avec le président Thein Sein et les autres réformateurs au gouvernement qui se sont rendu compte qu'il y avait un besoin de changement en Birmanie. L'arrivée du président au pouvoir [ndlr: en mars dernier] a été l'occasion pour ces dirigeants de défendre les réformes qu'ils souhaitent réaliser depuis quelque temps. Le désespoir des gens qui se battent au quotidien et qui ont envie de vivre comme des êtres humains a été également une des grandes forces pour un changement dans ce pays.

### – Ce processus de réformes est-il irrévocable?

– Non pas encore. Je ne pense pas que nous soyons hors de danger. Nous avons besoin de changements supplémentaires.

### – Quel nouveau geste attendez-vous du président Thein Sein?

– Pour le moment, la priorité est de se concentrer sur la paix pour les nationalités ethniques. Nous devons trouver une solution politique à tous ces conflits pour solidifier notre unité et ne pas nous contenter d'un simple cessez-le-feu.

### – Faites-vous confiance au président?

– Je suis convaincue qu'il est sincère, mais je ne mesure pas le soutien dont il bénéficie à l'intérieur du gouvernement pour ses réformes.

### – Qu'est-ce que le président vous a dit pour que vous lui accordiez désormais votre crédit?

– Nous avons eu une discussion très franche notamment pour lui faire comprendre qu'il pouvait être difficile pour la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de coopérer à un processus de démocratisation sans une nouvelle autorisation pour la LND. Je lui fais confiance, car il a tenu sa promesse. Nous n'avions pas enregistré le parti pour les élections de 2010, car il y avait plusieurs points de la loi électorale d'alors qui étaient inacceptables.

### – Pourquoi avez-vous décidé d'être candidate à ces élections partielles?

– Lorsque l'on vit dans une démocratie parlementaire, et c'est le seul type de démocratie possible, vous devez siéger au parlement. Je souhaite également travailler avec d'autres parlementaires, y compris ceux des forces armées.

### – Les élections partielles d'avril seront-elles libres et loyales?

– Oui, je le crois. Il n'y a que 48 circonscriptions à pourvoir dans ces élections. Nous pourrions donc contrôler de près les conditions de vote avec les membres de la LND, les médias et les corps diplomatiques. Et si ce scrutin ne devait pas être libre et loyal, nous le ferions savoir au monde entier.

### – Au lieu de siéger au parlement, n'auriez-vous pas plus d'influence en devenant femme d'Etat, comme Nelson Mandela en son temps?

– C'est un point de vue très dangereux de croire qu'un politique est trop haut placé pour démarrer à la base de la démocratie parlementaire. Nous devons tous commencer avec au moins le sens de l'humilité si nous voulons bien faire les choses.

### – Travailler et négocier avec les militaires n'est-il pas un jeu risqué?

– Je ne crois pas du tout qu'il s'agisse d'un jeu, mais plutôt d'une tâche difficile. Car nous sommes encore en train d'essayer de nous comprendre. Les forces armées ne peuvent pas rester séparées du reste du pays. Elles sont toujours un acteur puissant et c'est pourquoi il est important d'obtenir leur coopération pour parvenir à une vraie démocratisation.

### – Quel sera le programme électoral de la LND?

– Nous ferons campagne sur la résolution des problèmes avec les ethnies nationales, l'Etat de droit et le nécessaire amendement de la Constitution de 2008. Cela doit s'accompagner de grandes mesures sociales

et économiques pour sortir le plus de gens possible de la pauvreté. Nous proposerons notamment des solutions de microcrédit.

**– Est-il temps de lever les sanctions internationales à l'encontre de la Birmanie?**

– Je souscris à l'idée que les sanctions doivent être levées étape par étape, en suivant de près les progrès en cours à l'intérieur du pays.

**– La Birmanie en a-t-elle fini avec le généralissime Than Shwe, l'ancien homme fort du pays?**

– Je crois qu'il ne participe plus à la vie quotidienne du gouvernement, mais je ne peux pas mesurer l'influence qu'il peut avoir sur les membres du gouvernement. L'armée doit fermement soutenir le processus de démocratisation. Il y a toujours un risque d'un coup militaire, mais les forces armées doivent être bien conscientes que nous ne voulons en aucune façon un conflit entre l'armée et le peuple.

---

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/8c766d36-3e2e-11e1-9623-a69f10b91d92/Nouveau\\_signe\\_douverture\\_du\\_régime](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/8c766d36-3e2e-11e1-9623-a69f10b91d92/Nouveau_signe_douverture_du_régime)

Birmanie samedi 14 janvier 2012

## **Nouveau signe d'ouverture du régime – Céline Zünd**

### **Le gouvernement a libéré vendredi plus de 600 prisonniers politiques. Washington évoque une «avancée cruciale»**

Dernier épisode spectaculaire vendredi, dans la série de réformes engagées en Birmanie: le nouveau régime civil birman dirigé par Thein Sein, au pouvoir depuis mars 2011, a déclaré l'amnistie de quelque 650 prisonniers. Parmi eux, plusieurs leaders de la révolte étudiante de 1988, comme Min Ko Naing ou Htay Kywe. Ou encore l'ancien premier ministre Khin Nyunt, limogé en 2004.

Ironie de l'histoire, cet ancien général, alors qu'il dirigeait les renseignements militaires, avait orchestré la répression du mouvement pro-démocratie de 1988 qui a causé la mort de près de 3000 opposants. Nommé au poste de premier ministre en 2003, il a ensuite travaillé au rapprochement de la Birmanie avec l'étranger avant d'opérer un virage vers la démocratie qui lui a valu l'hostilité du généralissime Than Shwe, l'ancien tyran parti à la retraite en mars dernier. Accusé de corruption, Khin Nyunt était condamné à une peine de 44 ans.

### **La méfiance des opposants**

La Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de l'opposante Aung San Suu Kyi, se réjouit de ce nouveau geste du régime. «C'est un signe positif pour tout le monde», a déclaré son porte-parole. D'autres voix parmi l'opposition modèrent toutefois leur enthousiasme. Ancien prisonnier politique exilé en Thaïlande, Bo Kyi, milite aujourd'hui au sein de l'Association d'assistance aux prisonniers politiques de Birmanie.

«Même s'ils sont libres à présent, leurs actes sont encore considérés comme des crimes, car le régime se refuse à reconnaître les prisonniers de conscience en tant que tels, déplore-t-il. Ils pourraient retourner en prison s'ils s'engagent dans des activités qui déplaisent au pouvoir.» Pour cet opposant de longue date, les gestes du président civil Thein Sein, loin d'être sincères, ne visent qu'à une levée des sanctions imposées à la Birmanie par la communauté internationale.

De leur côté, l'ONU, l'Union européenne et les Etats-Unis ont salué les récents signes d'évolution. Mais ils attendent la libération de l'ensemble des détenus politiques pour s'assurer de la nouvelle tendance du pouvoir birman vers la démocratie, qui pourrait les amener à reconsidérer les sanctions qui pèsent sur l'économie birmane. Le président américain Barack Obama a évoqué une «avancée cruciale», avant de promettre qu'il allait «entreprendre une procédure en vue d'échanger des ambassadeurs» avec la Birmanie.

### **Des ouvertures multiples**

Les réformes entamées par Thein Sein sont-elles vouées à durer, ou le président s'apprête-t-il à subir le même sort que l'ancien premier ministre Khin Nyunt, qui s'était attiré les foudres de la junte pour ses initiatives trop audacieuses? Les militaires, au pouvoir depuis cinquante ans, ont déjà baissé la garde par le passé. Mais cette fois, le revirement surprend par son étendue et sa rapidité. Depuis juillet dernier, Aung San Suu Kyi a multiplié les contacts avec les représentants du régime, jusqu'à sa rencontre historique avec le président en août. En octobre, près de 6300 prisonniers, dont 200 opposants politiques, ont été libérés. Puis le gouvernement a entamé des négociations de paix avec des groupes armés des minorités ethniques. Deux d'entre eux ont signé un cessez-le-feu avec le pouvoir: l'Armée de l'Etat Shan-Sud en décembre et l'Union nationale Karen (KNU), principal groupe rebelle karen, jeudi dernier.

«Ce n'est qu'un accord initial, nous sommes loin d'un véritable cessez-le-feu. Nous souhaitons à présent entamer des négociations politiques», tempère Zipporah Sein, secrétaire générale du KNU. Le groupe rebelle, qui combat le régime depuis près de soixante ans, souhaite la proclamation d'un cessez-le-feu national et le retrait des troupes militaires birmanes qui entourent leurs villages. «Il faut rester prudent, estime Marie Battini, de l'association française Info Birmanie. Le gouvernement a sous la main un régime légal et judiciaire qui lui permet de reprendre les rênes du pays à tout moment. Mais il est en bonne voie. Ses signes d'ouverture lui ont déjà valu d'obtenir la présidence de l'Asean pour 2014, qui lui était jusqu'ici refusée. Une telle reconnaissance politique et économique peut avoir des répercussions positives.»

---

Birmanie vendredi 13 janvier 2012

## Le régime libère des prisonniers politiques de premier plan

AFP



Min Ko Naing a passé la majeure partie de son temps en prison depuis 1988. Il purgeait une nouvelle peine de 65 ans de prison pour son implication dans la «révolte Safran» de 2007. (AFP)

**Cette amnistie était réclamée sans relâche par l'Occident comme preuve de la sincérité des réformes du nouveau régime. Plus de 650 personnes ont été libérées, ce que**

### **l'opposition a immédiatement salué**

La Birmanie a libéré vendredi plusieurs prisonniers politiques de premier plan. Plusieurs leaders du soulèvement étudiant de 1988, dont la répression avait fait quelque 3000 morts, sont cette fois concernés. Les précédentes amnisties ces derniers mois avaient déçu en n'incluant aucun d'entre eux.

Min Ko Naing, qui a passé la majeure partie de son temps en prison depuis 1988 et qui purgeait une nouvelle peine de 65 ans de prison pour son implication dans la «révolte Safran» de 2007, devait ainsi sortir dans la matinée, a annoncé sa sœur Kyi Kyi Nyunt à l'AFP.

Htay Kywe, autre leader de la «Génération 88», également condamné à 65 ans de prison en 2007, «a été libéré», a annoncé une proche.

Sur la liste également, Khun Htun Oo, leader de la minorité ethnique shan, qui purgeait une peine de 93 ans de détention, et plusieurs journalistes de «Democratic Voice of Burma», groupe de télévision, radio et site internet d'exilés.

### **L'ex-premier ministre également libéré**

Plus important encore peut-être, sur le plan politique, l'ex-premier ministre Khin Nyunt, victime d'une purge, a également bénéficié de cette mesure. Khin Nyunt avait été limogé en 2004, puis arrêté et condamné l'année suivante à 44 années de résidence surveillée pour corruption.

Sa chute s'était accompagnée du démantèlement complet des services de renseignement militaire. Il s'est présenté devant les photographes vendredi, en tee-shirt, avec sa famille.

Selon le quotidien officiel anglophone «New Light of Myanmar», cette amnistie concerne au total 651 personnes et a pour objectif «la réconciliation nationale (et) leur participation au processus politique».

La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de l'opposante Aung San Suu Kyi a immédiatement salué cette troisième amnistie depuis octobre, annoncée jeudi soir via les médias officiels.

«C'est un signe positif pour tout le monde. Nous saluons ces libérations», a dit à l'AFP son porte-parole Nyan Win, selon lequel plusieurs dissidents étaient «déjà en train de rentrer chez eux».

«Ce qui s'est passé en Birmanie ces six ou sept derniers mois est formidable», a commenté de son côté l'analyste birman en exil en Thaïlande Aung Naing Oo, du Vahu Development Institute, relevant que l'amnistie constituait «une obligation pour la normalisation des relations avec l'Occident».

### **Nouvelle donne**

La junte au pouvoir pendant près d'un demi-siècle s'est auto-dissoute en mars et a transmis ces pouvoirs à un gouvernement dit civil mais totalement contrôlé par d'anciens militaires.

Ce gouvernement a depuis multiplié les réformes politiques, tranchant avec l'immobilisme autocratique de la junte du généralissime Than Shwe et le climat de terreur qui régnait dans ses rangs.

Il a notamment permis le retour au cœur du jeu politique de Suu Kyi, qui se présentera aux prochaines élections partielles d'avril, alors qu'elle était encore en résidence surveillée en novembre 2010.

Il a également entamé un dialogue avec les groupes rebelles des minorités ethniques qui n'ont jamais pacifié leurs relations avec le pouvoir depuis l'indépendance en 1948, signant même une trêve avec certains d'entre eux dont la dernière en date, jeudi, avec la principale rébellion des Karens.

### **Encore plus**

Mais l'ONU, l'Union européenne et les Etats-Unis, dont la secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui a effectué début décembre une visite historique en Birmanie, réclament la libération de tous les prisonniers politiques pour confirmer cette tendance réformatrice.

Le 12 octobre, 6300 personnes avaient été libérées dont environ 200 prisonniers politiques et l'humoriste et dissident Zarganar.

Mais cette amnistie avait déçu, ne concernant ni les leaders de 1988 ni le moine bouddhiste Gambira, emprisonné depuis 2007. Tout comme celle annoncée début janvier, qui n'avait concerné pour sa part aucun prisonnier politique.

Le nombre de prisonniers de conscience – artistes, journalistes, moines, intellectuels et autres opposants – qui étaient encore détenus jusqu'à aujourd'hui est sujet à diverses estimations, allant de 500 à 1600.

Birmanie jeudi 12 janvier 2012

## **Le gouvernement fait un geste envers les minorités**

AFP

**Le gouvernement birman a franchi un pas significatif vers la paix avec les minorités ethniques. Il a signé jeudi un cessez-le-feu avec le principal groupe rebelle karen, avec lequel il menait l'une des guerres civiles les plus anciennes de la planète.**

Une délégation gouvernementale et des dirigeants de l'Union nationale karen (KNU) ont paraphé le document après plusieurs heures d'entretiens à Hpa-an, principale ville de l'Etat Karen à l'est du pays, en présence de chefs militaires régionaux. «Cette réunion ne visait pas seulement un cessez-le-feu mais aussi la paix. Nous allons continuer d'y travailler», s'est félicité le ministre de l'Immigration, Khin Yi.

Le porte-parole de la KNU David Htaw a de son côté salué un premier accord «fondé sur la confiance», ajoutant qu'un représentant officiel de la rébellion serait nommé sous 45 jours pour poursuivre les discussions. David Htaw a jugé les négociateurs de Rangoun «honnêtes et sincères».

Le nouveau régime birman témoigne depuis plusieurs mois de sa volonté de dialoguer avec les rébellions ethniques, tout en multipliant les réformes politiques qui le distinguent de l'immobilisme autocratique de la junte encore au pouvoir en mars dernier.

L'espoir renaît ainsi que le pays vienne à bout des foyers de guerre civile qui se poursuivent depuis 1948. «Le président (Thein Sein) a dit que les frères avaient été en colère les uns contre les autres depuis 63 ans, et il nous a demandé de donner à la KNU ce qu'elle voulait», a insisté le ministre.

De nombreux groupes minoritaires, qui représentent un tiers des quelque 60 millions d'habitants de la Birmanie, n'ont jamais pacifié leurs rapports avec le pouvoir central depuis l'indépendance. La guérilla Karen a pris les armes en 1949, un an seulement après la proclamation de l'indépendance de l'ex-colonie britannique.

Les militaires, aux affaires depuis plus d'un demi-siècle, ont justifié leur maintien au sommet de l'Etat par le besoin d'assurer l'unité de la Nation face aux tentations autonomistes de certains. Mais ces dernières semaines, ces foyers de guerre civile ont constitué un point de blocage majeur entre Naypyidaw et les Occidentaux.

L'armée est accusée de multiplier les exactions à l'égard des civils. Un responsable onusien s'était même interrogé en 2010 sur de possibles «crimes contre l'humanité». Dans le seul Etat karen, des dizaines de milliers de villageois ont été déplacés par les combats, dont beaucoup se sont réfugiés en Thaïlande voisine.

L'organisation Karen Communities Worldwide, dont les membres ont fui les combats, ont accueilli l'accord avec circonspection. Elle a appelé dans un communiqué à un «dialogue politique pour une solution définitive» et accusé l'armée de poursuivre ses attaques.

Une prudence adoptée aussi par Renaud Egretau, de l'université de Hong Kong, qui invite à «tempérer cette période d'euphorie générale». A six reprises au moins, des pourparlers de paix ont été entamés, mais aucun accord durable n'a jamais été conclu, souligne-t-il.

«Une certaine maturation des pourparlers sera nécessaire», a-t-il ajouté, évoquant le besoin d'inclure les autres groupes karens, «dont les élites sont hétérogènes et divisées».

Des discussions avaient été organisées entre le gouvernement et plusieurs groupes, dont les Karens, dès le mois de novembre. Dans l'Etat Shan, au nord-est, Naypyidaw a ensuite conclu en décembre un cessez-le-feu avec la puissante Armée de l'Etat Shan-Sud.

Peu après, le président et ancien général Thein Sein avait demandé aux militaires de ne plus attaquer les Kachins, une autre minorité. Plusieurs sources ont pourtant fait état de la poursuite d'affrontements dans cet Etat de l'extrême nord du pays.